

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1990-1991**

18 DECEMBRE 1990

**Projet de loi modifiant les lois relatives au
Fonds national de garantie pour la
réparation des dégâts houillers, coor-
données le 3 février 1961**

AMENDEMENTS**SOMMAIRE**

N ^{os}	Pages
3 Amendements proposés par M. Arts	2
4 Amendements proposés par M. Hatry et Mme Delruelle-Ghobert	4

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1990-1991**

18 DECEMBER 1990

**Ontwerp van wet tot wijziging van de
wetten betreffende het Nationaal
Waarborgfonds inzake kolenmijn-
schade, gecoördineerd op 3 februari
1961**

AMENDEMENTEN**INHOUD**

Nrs.	Bladz.
3 Amendementen van de heer Arts	2
4 Amendementen van de heer Hatry en mevr. Delruelle-Ghobert	4

R. A 15076*Voir :***Documents du Sénat :****1000** (1989-1990) :N^o 1 : Projet de loi.N^o 2 : Rapport.**R. A 15076***Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****1000** (1989-1990) :

Nr. 1 : Ontwerp van wet.

Nr. 2 : Verslag.

3. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR M. ARTS

Article 1^{er}

Au 1^o de l'article 4*bis* proposé, remplacer les mots « prélevée exclusivement sur les intérêts, et dont le taux » par les mots « représentant au maximum 10 p.c. des intérêts produits par le fonds A au cours de l'exercice précédent. Ce pourcentage ».

Justification

On peut conclure du rapport de la Commission du Sénat qu'une réalisation s'impose à cause du coût de fonctionnement trop élevé et qu'il faut en arriver à une extinction graduelle de cette institution d'une façon socialement justifiée.

D'autre part, il faut souligner combien il est injuste que les charbonnages, ayant prévu « en bons pères de famille » leur propre fonds A, doivent contribuer au fonctionnement d'une institution qui pour eux n'a pas le moindre avantage. Le fonds A, constitué par ces concessionnaires au cours du temps, n'est en outre pas disponible pour eux-mêmes; à côté de leur fonds A, ils sont obligés de prévoir une deuxième provision afin de dédommager les dégâts miniers.

On peut se demander où se trouve la limite de la solidarité entre les différents concessionnaires. Nulle part dans les pays voisins n'existe ce principe de solidarité. Aux Pays-Bas, par exemple, les fonds constitués sont strictement privés.

Il faut également signaler les avis contradictoires à ce sujet formulés par le Conseil d'Etat le 1^{er} avril 1985 et le 9 avril 1990. Alors qu'en 1985, le principe du droit de propriété du concessionnaire quant aux montants dans son fonds A ainsi qu'aux intérêts y afférents, était confirmé, il est stipulé en 1990 que l'individualisation des fonds A ne suffit pas dans ce cas-ci pour parler d'un droit de propriété. A ce sujet, le Code civil stipule en son article 544 que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, (...) » et en son article 546 que « la propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement (...) ». Il y a lieu d'insister sur la prudence nécessaire à cet égard.

L'amendement a pour objectif de limiter, parallèlement à une réduction progressive du Fonds national de garantie (et donc des frais de fonctionnement y afférents), la contribution du secteur privé à 10 p.c. au maximum.

Les intérêts s'élèvent actuellement à 250 millions, de sorte qu'il s'agit d'un montant de 25 millions.

De plus, la seule mine actuellement en exploitation fait partie des K.S. Les réparations des dégâts houillers à charge des K.S. ont toujours été payées par celles-ci. D'autre part, il existe aux K.S. une provision obligatoire suffisante pour dédommager les dégâts futurs, de sorte que les K.S. ne feront appel ni au fonds A ni au fonds B du Fonds national de garantie.

3. — AMENDEMENTEN VAN DE HEER ARTS

Artikel 1

In het 1^o van het voorgestelde artikel 4*bis*, de woorden « afgenomen uitsluitend op de interesten, bedrag waarvan het percentage ieder jaar wordt » te vervangen door de woorden « ten belope van maximaal 10 pct. van de interesten die het fonds A gedurende het laatste boekjaar heeft voortgebracht. Dit percentage wordt ieder jaar ».

Verantwoording

Uit het verslag van de Senaatscommissie kan afgeleid worden dat omwille van de te hoge werkingskosten een rationalisatie zich opdringt en dat er dient gepleit om op een sociaal verantwoorde wijze te streven naar een geleidelijke opheffing van deze instelling.

Anderzijds dient gewezen op de grove onrechtvaardigheid die erin bestaat dat die steenkolenmijnen die, als een goede huisvader, een eigen fonds A hebben opgebouwd, thans moeten bijdragen tot de werking van een instelling die voor hen generlei nut heeft. De fondsen A die deze concessionarissen in de loop der tijd hebben opgebouwd zijn ten andere niet voor henzelf beschikbaar; naast hun fonds A zijn zij dus genoodzaakt een tweede provisie aan te leggen ter vergoeding van de mijnschade.

Men kan zich de vraag stellen hoever de solidariteit tussen verschillende concessiehouders moet gaan. In de ons omringende landen wordt dit solidariteitsprincipe nergens gehanteerd. Ook in Nederland bijvoorbeeld zijn de opgerichte stichtingen (fondsen) strikt individueel.

Er dient in dit verband gewezen op de tegenstrijdige adviezen dewelke de Raad van State op 1 april 1985 en 9 april 1990 in verband met deze materie uitbracht. Waar in 1985 het principe van het eigendomsrecht van de concessiehouder met betrekking tot de bedragen in zijn fonds A en de daaruit voortkomende interesten werd bekrachtigd, wordt in 1990 gesteld dat de individualisering van de A-fondsen niet volstaat om in dit geval van een eigendomsrecht te gewagen. Ter zake bepaalt het Burgerlijk Wetboek in zijn artikel 544 dat « eigendom het recht (is) om op de meest volstreekte wijze van een zaak het genot te hebben en daarover te beschikken,... » en in artikel 546 dat « de eigendom van een roerende of een onroerende zaak recht (geeft) op al wat zij voortbrengt en op hetgeen, hetzij natuurlijk, hetzij kunstmatig, als bijzaak ermee verenigd wordt... » Er dient aangedrongen op de nodige voorzichtigheid in dit verband.

Het amendement strekt ertoe om, gepaard gaand met een geleidelijke afbouw van het Nationaal Waarborgfonds (en dus met de eraan verbonden werkingskosten), de bijdrage van de privé-sector alleszins te beperken tot maximaal 10 pct. van de interesten.

Deze interesten bedragen momenteel 250 miljoen zodat met deze regeling een bedrag van 25 miljoen gemoeid is.

Bovendien behoort de enige nog in exploitatie zijnde mijn tot de K.S. De mijnschadevergoedingen lastens K.S. werden in de voorbije jaren volledig gedragen door K.S. zelf. Anderzijds is een wettelijk opgelegde provisie binnen K.S. in staat om de te voorziene claims te vergoeden zodat geen beroep zal gedaan worden op fonds A, noch op fonds B van het Nationaal Waarborgfonds.

Art. 2bis (nouveau)

Insérer un article 2bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 2bis. — Il est inséré dans les mêmes lois un article 8bis, rédigé comme suit :

« Article 8bis. — Toute action en réparation de dégâts houillers, introduite auprès du concessionnaire ou du Fonds national de garantie, se prescrit par quinze ans depuis la fin des travaux dans l'exploitation concernée. »

Justification

L'amendement vise à réduire à quinze ans la période actuellement en vigueur de quarante ans, c'est-à-dire la durée d'influence de dix ans, suivie de la prescription de trente ans.

Les abus liés à la réglementation actuelle des dégâts houillers persisteront même après l'approbation éventuelle du projet de loi.

Après un délai de plus de dix ans, il est techniquement exclu dans un cas déterminé de faire la distinction entre un dégât houiller et d'autres causes de dégât. Cela est d'ailleurs confirmé expressément dans les déclarations faites par le directeur du Fonds national devant la Commission du Sénat.

La législation minière actuelle ne prévoit aucun délai de prescription, de sorte que le délai de prescription du Code civil s'applique (trente ans).

Si on y ajoute la durée d'influence de dix ans, acceptée par la jurisprudence en Wallonie (et pendant laquelle il peut donc se produire éventuellement des dégâts houillers), on en arrive à la situation irréaliste où des plaintes relatives à des dommages houillers peuvent être introduites et doivent être traitées jusque quarante ans après la fin de l'exploitation. Il est évident qu'une réglementation aussi gênreuse entraîne des abus multiples.

Monsieur Falmagne, Premier Auditeur au Conseil d'Etat, observait toutefois récemment que le délai de prescription de trente ans commence à courir à partir de la date de la fin de l'exploitation et non après le délai d'influence.

Lors de la réunion de la Commission du Sénat, le Secrétaire d'Etat à l'Energie a déclaré en outre que le Gouvernement propose une durée d'influence de dix ans, conformément à la jurisprudence belge. Il donne l'exemple de la concession Hasard à Cheratte, où les résultats des mesurages indiquent que l'affaissement était terminé après six ans et que l'affaissement cessait encore plus vite lorsque cette exploitation coïncidait avec des exploitations plus anciennes.

Comme l'indique le rapport de la Commission du Sénat, il existe en outre au sujet de la durée d'influence de l'exploitation houillère de nombreuses recherches scientifiques qui montrent que la durée d'influence réelle est inférieure à dix ans.

En ce qui concerne le délai de prescription, la tendance dans les pays voisins est de le raccourcir. Aux Pays-Bas, le délai de prescription sera ramené de trente à vingt ans à partir du 1^{er} janvier 1992. En Allemagne, il existe en plus du délai de prescription de trente ans, un délai de prescription spécifique pour les dégâts miniers fixé à trois ans après constatation du dégât. En Grande-Bretagne, le délai de prescription appliqué en pratique est fixé à six ans (bien que le « Coal Mining Subsidence Act » de 1957 ne prévoie qu'un délai de deux mois).

Art. 2bis (nieuw)

Een artikel 2bis (nieuw) in te voegen, luidende:

« Artikel 2bis. — In dezelfde wetten, wordt er een artikel 8bis ingevoegd, luidende:

« Artikel 8bis. — Elke vordering tot vergoeding van mijnschade, ingesteld bij de concessiehouder of bij het Nationaal Waarborgfonds verjaart na verloop van vijftien jaar volgend op de stopzetting van de werken in de betrokken uitbating. »

Verantwoording

Het amendement strekt ertoe om de huidige termijn van veertig jaar, zijnde de invloedsduur van tien jaar en de daaropvolgende verjaringstermijn van dertig jaar, terug te brengen op vijftien jaar.

De misbruiken inzake het onterecht gebruik van de mijnschaderegeling blijven immers ook na eventuele goedkeuring van het ontwerp bestaan.

Het is technisch uitgesloten om in een bepaald schadegeval na verloop van meer dan tien jaar nog het onderscheid te kunnen maken tussen mijnschade en andere schadeoorzaken. Dit wordt ten andere uitdrukkelijk bevestigd door de verklaringen van de directeur van het Nationaal Waarborgfonds voor de Senaatscommissie.

De huidige mijnwetgeving voorziet geen verjaringstermijn zodat de verjaringstermijn voorzien in het Burgerlijk Wetboek wordt gehanteerd, met name dertig jaar.

Indien men hierbij de in Wallonië in de rechtspraak aanvaarde tienjarige invloedsduur van de uitbatingen telt (gedurende dewelke dus eventueel mijnschade kan ontstaan) komt men tot de totaal onrealistische situatie dat er mijnschadeklachten kunnen ingediend en behandeld moeten worden veertig jaar na stopzetting van de steenkolenuitbating. Het is vanzelfsprekend dat een dergelijke royale voorziening leidt tot veelvuldige misbruiken.

De heer Falmagne, Eerste Auditeur van de Raad van State, heeft evenwel recentelijk opgemerkt dat de dertigjarige verjaringstermijn begint te lopen vanaf de datum van het einde van de uitbating en dus niet na invloedsduur.

De Staatssecretaris voor Energie heeft bovendien in de Senaatscommissie verklaard dat de Regering een invloedsduur van tien jaar voorstelt, overeenkomstig de Belgische rechtspraak. Hij geeft het voorbeeld van de concessie Hasard in Cheratte waar de resultaten van de opmetingen aanwijzen dat de verzakking na zes jaar beëindigd was en dat waar dezelfde exploitatie samenviel met nog oudere uitbatingen, de verzakkingen nog sneller eindigden.

Bovendien bestaat er, zoals vermeld in het verslag van de Senaatscommissie, inzake de invloedsduur van de steenkolenontginning heel wat wetenschappelijk onderzoek dat aantoonde dat de werkelijke invloedsduur beduidend korter is dan tien jaar.

De trend in de ons omringende landen wijst eveneens op een inkorting van de termijn. Zo zal in Nederland met ingang van 1 januari 1992 de verjaringstermijn van dertig op twintig jaar worden gebracht. In Duitsland geldt naast de dertigjarige verjaringstermijn een specifieke verjaringstermijn inzake mijnschade t.b.v. drie jaar na vaststelling van de mijnschade. In Groot-Brittannië wordt de in praktijk toegepaste verjaringstermijn inzake mijnschade vastgesteld op zes jaar (hoewel de « Coal Mining Subsidence Act van 1957 » slechts een termijn van twee maanden voorziet).

Ce qui précède montre bien la nécessité de fixer un délai équitable, bien défini et techniquement justifié dans lequel toute plainte concernant les dégâts houillers doit être introduite. La période globale prévue par cet amendement répond à ces critères. En pratique, on a constaté que les propriétaires ayant réellement subi des dégâts portent plainte entre la deuxième et la septième année après l'exploitation, donc relativement vite après la constatation du dégât.

*
* *

4. — AMENDEMENTS PROPOSES PAR M. HATRY ET Mme DELRUELLE-GHOBERT

Article 1^{er}

Remplacer le 1^o de l'article 4bis proposé par ce qui suit :

« 1^o par une contribution annuelle du fonds A représentant au maximum 10 p.c. des intérêts produits par le fonds A au cours de l'exercice précédent.

Ce pourcentage est fixé tous les ans par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, après avis du Comité permanent des dommages miniers; »

Justification

En principe, les intérêts afférents aux sommes inscrites au nom de chaque concessionnaire dans le fonds A sont également leur propriété, comme l'a souligné le Conseil d'Etat dans son avis donné le 1^{er} avril 1985.

Une théorie de la propriété socialisée est irrelevante pour justifier d'une amputation de ce droit de propriété.

A cet égard, le Code civil stipule en son article 544 que « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue (...) » et en son article 546 que « la propriété d'une chose soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement (...) ».

Enfin, le fonctionnement même du Fonds national de garantie indique clairement que les avoirs du fonds A demeurent la propriété des concessionnaires.

En effet, en cas d'insuffisance des sommes inscrites au nom d'un concessionnaire dans le fonds A, il est fait appel au fonds commun B, les avoirs des autres concessionnaires déposés au fonds A n'étant nullement sollicités. Il s'ensuit que seul le fonds commun B est un fonds de solidarité.

Vouloir compenser le déficit du fonds B au détriment des seuls propriétaires du fonds A, qui assument par ailleurs toutes leurs obligations sur leur propre trésorerie, est injuste.

Uit hetgeen voorafgaat blijkt duidelijk de nood aan een rechtvaardige, eenduidige en technisch verantwoorde termijn binnen dewelke elke klacht inzake mijnschade moet ingediend worden. De globale termijn, waarin het amendement voorziet, voldoet aan deze criteria. In praktijk is nl. vastgesteld dat de werkelijk getroffen eigenaars tussen het tweede en het zevende jaar na uitbating, d.i. relatief kort na vaststelling van de schade, een klacht indienen.

A. ARTS.

*
* *

4. — AMENDEMENTEN VAN DE HEER HATRY EN Mevr. DELRUELLE-GHOBERT

Artikel 1

Het 1^o van het voorgestelde artikel 4bis te vervangen als volgt :

« 1^o door een jaarlijkse bijdrage van het fonds A, die maximum 10 pct. vertegenwoordigt van de interesten die het fonds A tijdens het voorgaande boekjaar heeft opgebracht.

Dat percentage wordt elk jaar vastgesteld door de Minister die bevoegd is voor Economische Zaken, na advies van het Vast Mijnschadecomité. »

Verantwoording

In principe behoren de interesten op de bedragen ingeschreven op naam van elke concessiehouder in het fonds A, aan hen toe, zoals de Raad van State heeft gezegd in zijn advies van 1 april 1985.

Het is irrelevant zich te beroepen op een theorie van gesocialiseerde eigendom om een beknotting van het eigendomsrecht te rechtvaardigen.

Op dat stuk bepaalt artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek dat « eigendom ... het recht is om op de meest volstreckte wijze van een zaak het genot te hebben de daarover te beschikken ... ». Voorts bepaalt artikel 546 van hetzelfde Wetboek dat « de eigendom van een roerende of een onroerende zaak ... recht geeft op al wat zij voortbrengt en op hetgeen, hetzij natuurlijk hetzij kunstmatig, als bijzaak ermee verenigd wordt. »

Tot slot blijkt duidelijk uit de werking van het Nationaal Waarborgfonds dat de tegoeden van het fonds A eigendom blijven van de concessiehouders.

Het is immers zo dat wanneer de bedragen die ten name van een concessiehouder bij het fonds A ingeschreven staan, ontoereikend zijn, men een beroep doet op het gemeenschappelijk fonds B zonder te raken aan de bedragen die de andere concessiehouders bij het fonds A hebben gestort. Daaruit kan men afleiden dat alleen het gemeenschappelijk fonds B een solidariteitsfonds is.

Het is ontoelaatbaar het tekort van het fonds B aan te vullen op de rug van de eigenaars van het fonds A alleen, die bovendien al hun verplichtingen nakomen met eigen geldmiddelen.

Néanmoins, afin de faire face aux difficultés financières à court terme du fonds commun B, les concessionnaires aliènent une partie de leurs intérêts sur les sommes inscrites à leur nom dans le fonds A.

Il est impératif que cette partie soit plafonnée expressément.

En effet, les dépenses du fonds commun B sont largement excessives à ce jour, elles devraient réduire considérablement à court terme. Personne ne conteste que les frais de personnel et de fonctionnement soient beaucoup trop élevés.

A l'occasion d'une interpellation de Mme Onkelincks adressée au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le 20 juin 1990, celui-ci a déclaré que le Conseil des Ministres avait examiné l'actuel cadre du personnel afin de réduire les coûts et qu'il fallait une certaine rationalisation pour établir un rapport raisonnable entre les montants payés effectivement aux victimes et les frais administratifs.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie admet lui aussi qu'il faut revoir le nombre des mesures du personnel du fonds, puisque le nombre de dossiers à traiter a diminué. Le Gouvernement a décidé qu'il s'agit d'un cadre en extinction.

La mobilité du personnel vers d'autres administrations reste une solution au problème de l'actuel cadre du personnel.

Quant aux dépenses en réparation de dégâts miniers, le fonds B intervient pour onze charbonnages arrêtés depuis plus de vingt-cinq ans, pour un concessionnaire arrêté depuis vingt-trois ans et le Petit Try depuis seize ans. L'exploitation minière menée par ces charbonnages n'a plus pu causer de dégâts miniers depuis bien longtemps, d'autant que ces mines sont noyées et que l'eau est un élément incompressible.

Art. 4 (nouveau)

Insérer un article 4 (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 4. — Dans les mêmes lois, il est inséré un article 8bis, rédigé comme suit :

« Article 8bis. — Toute action en réparation de dégâts miniers introduite auprès d'un concessionnaire de mines ou du Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers se prescrit par quinze ans depuis la fin des travaux dans l'exploitation concernée. »

Justification

Le Fonds national de garantie est la principale victime de l'absence de législation relative à la prescription de l'action minière.

Dans le Sud du pays, il ne peut plus se créer de nouveaux dégâts miniers nulle part. Pour les mines de Campine, la situation sera identique en 1994 au plus tard, la durée d'influence maximale étant de deux ans.

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie a d'ailleurs déclaré que le Gouvernement propose une durée d'influence de dix ans, conformément à la jurisprudence belge. Il donne l'exemple des mesures relevées sur la concession de Hasard à Cheratte où les indices de surfaces ont démontré que le tassement était réalisé à 90 p.c. dans

Teneinde het hoofd te bieden aan de financiële moeilijkheden op korte termijn van het fonds B, staan de concessiehouders niettemin een gedeelte af van de interesten op de bedragen die op hun naam in het fonds A ingeschreven staan.

Voor dat gedeelte moet er hoe dan ook uitdrukkelijk een bovengrens worden vastgesteld.

De uitgaven van het gemeenschappelijk fonds B zijn momenteel ruim te hoog en zouden op korte termijn aanzienlijk vermindert moeten worden. Voorts zal wel niemand betwisten dat de personeels- en werkingskosten veel te hoog oplopen.

Als antwoord op een interpellatie van mevrouw Onkelincks tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken op 20 juni 1990 heeft deze meegedeeld dat de Ministerraad de bestaande personeelsformatie heeft onderzocht ten einde de kostennota te beperken en dat er gerationaliseerd moet worden om tot een aanvaardbare verhouding te komen tussen de aan de slachtoffers uitbetaalde bedragen en de administratiekosten.

Ook de Staatssecretaris voor Energie heeft toegegeven dat men het aantal personeelsleden van het fonds moest aanpassen aangezien het aantal te behandelen dossiers is gedaald. De Regering heeft besloten dat die personeelsformatie geleidelijk moet verdwijnen.

De hele personeelsproblematiek kan worden opgelost door onder meer personeelsleden naar andere administraties over te plaatsen.

Wat betreft de uitgaven voor de herstelling van mijnschade, treedt het fonds B op voor elf steenkoolmijnen die sedert vijftientig jaar gesloten zijn, voor één concessiehouder die zijn activiteiten sedert drieëntwintig jaar heeft stopgezet, en voor « le Petit Try » dat al zestien jaar niet meer werkt. De steenkolenwinning van die mijnen kan sedert jaren geen mijnschade meer veroorzaken temeer omdat die mijnen ondergelopen zijn en omdat water een niet samendrukbare stof is.

Art. 4 (nieuw)

Een artikel 4 (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 4. — In dezelfde wetten wordt een artikel 8bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 8bis. — Elke eis tot vergoeding van kolenmijnschade die bij een concessiehouder van mijnen of bij het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade wordt ingediend, verjaart na verloop van vijftien jaar te rekenen van de stopzetting van de werkzaamheden in de betrokken steenkoolwinning. »

Verantwoording

Het Nationaal Waarborgfonds is het voornaamste slachtoffer van het ontbreken van een wetgeving betreffende de verjaring van de eisen tot vergoeding van mijnschade.

In het zuiden van het land kan er nergens nog nieuwe mijnschade ontstaan. Voor de Kempense mijnen zal dat ten laatste in 1994 ook het geval zijn, aangezien de maximale duur van de invloed twee jaar is.

De Staatssecretaris voor Energie heeft trouwens verklaard dat de Regering een invloed van tien jaar voorstelt overeenkomstig de Belgische jurisprudentie. Hij geeft het voorbeeld van de metingen gedaan op de concessie van Hasard te Cheratte waar de bovengrondse gegevens hebben aangetoond dat de verzakking voor

les deux ans et terminé après six ans et lorsque cette même exploitation est entrée en concurrence avec d'anciennes exploitations, l'affaissement a encore été plus rapide.

A l'étranger, on admet, en fonction des mesures relevées en surface, que l'influence minière peut s'exercer jusqu'à deux ans maximum au Pays-Bas et en France, tandis qu'on considère qu'elle est de cinq ans en Allemagne. Dans ces pays, il n'y a pas d'agents d'affaires en matière de dégâts miniers agissant comme intermédiaires et les procédures judiciaires restent exceptionnelles.

En Belgique, la situation de fait se présente différemment. Le climat y est particulièrement malsain.

En effet, les propriétaires réellement sinistrés ont déjà réclamé et ont été dûment indemnisés dans les quelques années suivant les travaux miniers ayant pu influencer leur immeuble. Aujourd'hui, on constate que les demandes en indemnisation sont généralement introduites par de nouveaux propriétaires immédiatement après l'acte d'acquisition de leurs immeubles, forts de la clause expresse de subrogation minière.

De plus, il se trouve des démarcheurs sans qualification qui vont frapper de porte à porte pour se donner un portefeuille lucratif de dossiers en matière de dégâts miniers puisqu'ils assiègent littéralement non seulement les concessionnaires, mais aussi le Fonds national de garantie, avec des demandes toutes abusives et non fondées en équité.

C'est ainsi que l'on voit les dégâts miniers de certains charbonnages de la région de Charleroi augmenter alors que la fermeture remonte à plus de vingt ans.

Ces abus constituent la cause essentielle du déficit du fonds B.

La meilleure manière d'y remédier est de légiférer dans le sens d'une prescription raisonnable de l'action minière.

P. HATRY.
J. DELRUELLE-GHOBERT.

90 pct. was gerealiseerd binnen twee jaar en na zes jaar was beëindigd. Wanneer diezelfde exploitatie nog de invloed onderging van oudere exploitaties, is de verzakking nog sneller gebeurd.

In het buitenland gaat men ervan uit, aan de hand van oppervlaktetellingen, dat de invloed van de mijnen maximum twee jaar kan bedragen. Dat is het geval in Nederland en Frankrijk, terwijl men in Duitsland een termijn van vijf jaar hanteert. In die landen zijn er geen consultants inzake mijnschade die optreden als tussenpersonen en de gerechtelijke procedures blijven een uitzondering.

In België is de toestand anders. Het klimaat is er uiterst ongezond.

De eigenaars die reële schade hebben ondervonden hebben reeds klacht ingediend en hebben een behoorlijke schadeloosstelling gekregen binnen enkele jaren na de mijnwerkzaamheden die een invloed konden hebben op hun eigendom. Nu stelt men vast dat de aanvragen tot schadevergoeding over het algemeen worden ingediend door nieuwe eigenaars zodra zij over de aankoopakte van hun eigendom beschikken, steunend op het uitdrukkelijk beding van de indeplaatsstelling bij mijnschade.

Voorts zijn er tussenpersonen zonder kwalificaties die deuren platlopen om een winstgevende portefeuille dossiers inzake mijnschade in de wacht te slepen. Niet alleen de concessiehouders, maar ook het Nationaal Waarborgfonds bestoken zij letterlijk met aanvragen die allemaal onterecht zijn en geen blijk geven van billijkheid.

Aldus stelt men vast dat de vergoedingen voor mijnschade voor sommige steenkolenmijnen in de regio Charleroi stijgen terwijl de sluiting reeds meer dan twintig jaar geleden plaatsvond.

Die misbruiken vormen de hoofdzaak voor het tekort van het fonds B.

De beste manier om dat te verhelpen is wettelijk een redelijke verjaringstermijn te bepalen voor het instellen van vorderingen inzake mijnschade.